

*Et maintenant ils nous sortent que nous ne pouvons pas  
Qu'il n'y a pas de place dans la barque...  
Si c'est une blague triste,  
décidez-vous messieurs à la finir vite  
Après, la mer devient dure  
Et il pleut du sang*

Pablo Neruda, *El barco*

## Le drame sans fin des sans-papiers

Jo BRIANT \*

**L'histoire se vit aussi sous nos yeux, confrontant une volonté acharnée d'arriver jusqu'ici à une non volonté, tout aussi acharnée, de "définir une politique à la fois humaine et cohérente face à ces parias" piégés dans un non-statut de sans-papiers. La médiatisation, indispensable, des événements dramatiques et des actions des sans-papiers banalise en même temps leur aspect "inouï" : les sans-papiers sont une figure emblématique des mouvements migratoires d'aujourd'hui.**

**T**ous les jours des migrants, venant du Maghreb, de l'Afrique subsaharienne, de Turquie, d'Irak, d'Iran, de l'Europe centrale tentent de gagner par tous les moyens l'Europe, poussés par la misère ou la répression. Un périple souvent mortel : sait-on qu'entre Tanger et Algésiras une barque sur deux chavire, parfois culbutée volontairement par les garde-côtes espagnols ? Et comment oublier ces 58 clandestins chinois retrouvés morts en juin dernier dans un container débarqué à Douvres ? Et ces deux adolescents guinéens qui avaient osé leur « fameuse » tentative mortelle, en août 99, retrouvés à Bruxelles sous le train d'atterrissage d'un avion ? Et comment ne pas penser à ces 913 Kurdes d'Irak qui ont payé une petite fortune pour être finalement jetés, en février dernier, sur une plage, près de Saint Raphaël, par un équipage dénué de tout scrupule...

### Le choc

Il est grand temps qu'on examine sérieusement les causes d'un tel exode et qu'on essaie d'élucider cette question lancinante : « Mais pourquoi émigrent-ils ? Pourquoi risquent-ils leur vie...pour une autre vie, le plus souvent sans papiers, sans droits, sans dignité ? ». Ce qui renvoie à une autre question : « Pourquoi nos pays européens n'arrivent-ils pas à définir une politique à la fois humaine et cohérente face à ces dizaines de milliers de parias qui frappent à leur porte ? ». La seule politique, à courte vue et basée sur la peur et l'égoïsme, qui guide les Etats européens : le tri sélectif, le recrutement des travailleurs « utiles », le rejet des « inutiles », l'abandon progressif du droit d'asile, la privation généralisée de droits et de perspectives pour la majorité des demandeurs d'asile qu'on n'aura pas pu refouler à nos frontières, et l'incapacité ou le refus de s'attaquer aux causes de cet exode. Depuis le 18 mars

\* Porte-parole de la Coordination iséroise de soutien aux sans papiers

1996 le problème des sans papiers n'est toujours pas réglé.

Le 18 mars 1996, surgissent, comme d'un tunnel, éblouis par les projecteurs des caméras de télévision, trois cents Africains réclamant comme une évidence leur régularisation. L'occupation ce jour-là de l'église Saint Ambroise, dans le onzième arrondissement de Paris, fut d'abord perçue certes comme une surprise, mais aussi comme une réaction de désespoir, sans avenir. Et pourtant cette occupation soudaine et inattendue était un geste collectif à certains égards inouï : pour la première fois, les « clandestins », les « sans papiers » étaient là, en chair et en os, devant la France entière par caméras interposées. Ils n'avaient pas l'air méchant, ce n'étaient pas des escrocs qui profitaient des largesses de la République. Surtout, ils ne se cachaient pas, ils osaient franchir la frontière de l'invisible et de la clandestinité. Et, en plus, il y avait des femmes et des enfants... Un choc qui retentit dans l'ensemble de l'Hexagone, notamment auprès des associations et des militants, mais aussi rapidement auprès d'un large public. On connaît la suite : l'occupation de l'église Saint Bernard, toujours à Paris, la honteuse expulsion « à coups de hache » un certain 23 août 96, les grèves de la faim, les parrainages d'élus et de personnalités, la Circulaire dite Chevènement du 24 juin 1997 qui permit certes la régularisation d'environ 85 000 personnes, mais qui en laissa « sur le carreau » plus de 60 000.

Cinq ans après le début du mouvement des sans papiers, ce problème n'est toujours pas réglé. Il s'est plutôt aggravé. Le « stock » des sans papiers est difficilement mesurable, compte tenu de la complexité des situations et de la diversité des cas particuliers, mais il dépasse assurément la centaine de milliers. Tous les dispositifs répressifs, notamment les centres de rétention et les zones d'attente dans les ports et aéroports (cette « horreur de la République » selon le député Louis Mermaz...), ont été maintenus et renforcés. Régulièrement, les médias se font l'écho de témoignages ou de rapports qui dénoncent les conditions dans lesquelles sont retenues les personnes en instance d'expulsion... Quant aux demandeurs d'asile politique, interdits de travail, ils doivent attendre souvent un an et demi, voire deux ans, pour se voir notifier le plus souvent un refus de la part de l'OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) : à peine 20% accèdent au statut... Tous les autres, demandeurs d'asile territorial ou d'un titre de séjour, peuvent

attendre jusqu'à 5 ou 6 ans une réponse... négative à 95% !

### Des politiques désastreuses

On ne dira jamais assez la souffrance, l'humiliation, l'extrême précarité vécues par ces dizaines de milliers de demandeurs d'asile, en réalité des « sans papiers » (même s'ils ne sont pas clandestins). Ces hommes et ces femmes qui ont dû fuir une situation souvent terrible, intenable – nous pensons notamment aux Kurdes et aux Algériens –, doivent vivre un nouveau chemin de croix et une nouvelle... inexistence. « Vivre » sans papiers, sans statut, sans droit au travail, sans aide sociale pour ce qui est des demandeurs d'asile territorial, souvent sans domiciliation personnelle... Il faut côtoyer, comme nous en avons — hélas ! — l'occasion chaque jour au sein de la coordination iséroise de soutien aux sans papiers, ces hommes et ces femmes qui attendent en permanence une réponse hypothétique de l'OFPRA ou de la Préfecture, qui tentent si douloureusement de résister au désespoir, qui ne savent pas, pour certains, où ils vont dormir ce soir, qui ne peuvent même pas s'acheter un timbre ou régler une photocopie. Au point que beaucoup « craquent », présentent des symptômes psychiatriques, sont hospitalisés...

Voilà la situation faite aux sans papiers aujourd'hui en France et demain dans toute l'Europe. Cette Europe qui est en train d'harmoniser par le bas les politiques les plus répressives. Cette Europe qui est en train de construire pour les étrangers non européens un véritable apartheid social fait de citoyens de seconde ou troisième zone qui subiront au mieux, s'ils savent se taire, l'exploitation forcenée de leur force de travail. Cette Europe qui respecte de moins en moins la Convention de Genève qui garantit le droit d'asile, la Convention Européenne de sauvegarde des droits de l'homme, la Convention des droits de l'enfant... Voilà les désastres générés tous les jours par des lois de police inspirées par le contrôle obsessionnel des frontières, par la crainte malade du prétendu « appel d'air » que constituerait une politique ouverte et généreuse.

### A quand une vraie solution ?

Le mouvement des sans papiers qui n'a jamais cessé de lutter est un mouvement phare en France et en Europe. Il met le doigt sur toute une politique frileuse,

égoïste et finalement aveugle. Il est à la fois inhumain et illusoire de laisser croire qu'on « canaliser » le problème des sans papiers par la répression et le refus de toute mesure significative de régularisation. Il est illusoire de croire qu'on pourra tarir la venue des Kurdes de Turquie ou d'Irak sans faire pression sur ces Etats pour qu'ils respectent enfin les droits de ce peuple opprimé. Comme il est illusoire de faire croire qu'on pourra réduire l'arrivée continue des Africains sans s'attaquer aux causes économiques qui génèrent la paupérisation de tout un continent.

La « vraie » solution ? Elle ne peut venir que d'une prise en compte des causes profondes de cet exode vers notre Europe opulente, causes qui ont pour nom pauvreté, fossé croissant entre le Nord et le Sud, conflits en tous genres... Mais elle doit aussi consister en une politique beaucoup moins suspicieuse, beaucoup plus ouverte et solidaire. Avec les sans papiers, nous devons exiger :

- un statut digne pour tous et toutes ;
- la régularisation massive des sans papiers avec délivrance d'une carte de 10 ans ;
- le refus du contrôle policier de l'immigration ;
- la liberté de circulation et d'établissement.

Ce n'est qu'à ces conditions que le drame sans fin des sans papiers... commencera à prendre fin. Le voulons-nous vraiment ?

### **La solidarité avec les sans papiers en Isère**

C'est en mars 1997 que s'est créée la Coordination iséroise de Soutien aux Sans Papiers, Coordination qui regroupe le Collectif SOLEX (Solidarité-Expulsions) et le Collectif de Soutien aux Réfugiés Algériens. Le premier Collectif, soutenu par une douzaine d'associations et des avocats intervenant dans le domaine du droit des étrangers, a pour objectif la vigilance et la mobilisation en cas d'expulsion et de reconduite à la frontière. Avec un « outil » qui a fait ses preuves, à savoir un réseau téléphonique d'urgence qui permet d'appeler en quelques heures des militants et sympathisants afin qu'ils assistent aux séances du Tribunal administratif où sont examinés les arrêtés de reconduite à la frontière pris par le Préfet. Le second Collectif, domicilié à la Maison des Associations, suit et accompagne actuellement près de 300 réfugiés algériens, instruit leurs dossiers de demande d'asile politique et surtout d'asile territorial. Un travail écrasant de

« cas par cas » imposé par une politique gouvernementale qui se refuse obstinément à tout traitement global du problème des demandeurs d'asile. Quant à la Coordination iséroise de Soutien aux Sans Papiers, reliée à la Coordination nationale du même nom, elle a surtout pour objectif d'informer, de développer la solidarité avec les sans papiers, de rappeler inlassablement que le problème tant local que national, voire européen, n'est nullement réglé. C'est cette Coordination, qui organise une réunion plénière environ une fois par mois, qui a proposé le 31 janvier 98, au centre ville, le « *Jeu de la Régularisation* » qui a remporté un vif succès, qui a organisé le 6 mars 99 une Manifestation régionale devant le centre de rétention de Satolas, qui a participé en mars 2000 à la tenue d'un grand Forum qui s'est tenu à Valence sur le thème « *La Mondialisation et les Sans Papiers* » et qui a appelé le même mois les Isérois à se masser devant la DDASS pour empêcher l'expulsion de leurs chambres, dans des foyers, de dizaines de réfugiés, qui a rassemblé en juin 2000, au Parc Fiancey de Saint Egrève, près de 150 personnes lors qu'un *Pique Nique solidaire*... Et tant d'autres initiatives, dont les parrainages qui ont permis de « médiatiser » et de populariser la cause des sans papiers.

Oui, la « barque » des sans papiers est bien pleine, lourde de souffrances et d'humiliations mais aussi de révoltes et de colères. Il est plus qu'urgent que les citoyens et les associations se mobilisent pour contraindre le gouvernement à passer d'une politique frileuse, suspicieuse et répressive à une toute autre politique, fondée sur une approche globale et généreuse, le respect du droit d'asile, du droit à la sécurité et à la dignité. Est-ce si irréalisable ?

Coordination iséroise de soutien aux sans papiers - c/° C.I.I.P. - Maison des Associations - 6 bis, rue Berthe de Boissieux - 380006 GRENOBLE - Tel & Fax : 04 76 87 59 79 - Courriel : cijp@wanadoo.fr - Soutien financier au nom du G.C.I.F.

Coordination nationale des sans papiers - 94, rue P. Timbaud - 750116 PARIS  
Tel : 02 49 23 15 43 Fax : 01 43 57 57 88.